

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 07/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Carrière CHAUX DE LA TOUR

1 chemin des Chaux de la Tour
13820 LA REDONNE

Références : D-2003-AIX-2022
Code AIOT : 0006401379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans la carrière CHAUX DE LA TOUR implantée 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 ENSUES LA REDONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE LA TOUR
- 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 ENSUES LA REDONNE
- Code AIOT : 0006401379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Chaux de La Tour à Ensues approvisionne l'usine du même site, pour la fabrication de chaux.

La carrière est autorisée à produire 1,6 Mt/an de matériaux calcaires, par arrêté préfectoral n°97-212 C du 19/8/1997. L'autorisation est valable 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2022 DDIE/PGD sur les déchets de l'industrie extractive;
- Respect de prescriptions sur les émissions de poussières (APC de 2021).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets – Mise à jour/transmission	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
2	Mesures d'urgence pics de pollution aux particules fines	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 7	/	Sans objet
3	Suivi de l'empoussièrement	AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4.2	/	Sans objet
4	Elaboration PGD	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- La non-conformité relevée concernant le plan de gestion des déchets (PGD) a mené à s'interroger sur le caractère approprié de la rubrique 2720 à ce site.

Il ressort que le site n'a pas à être classé 2720, mais que les pratiques actuelles de mélange réalisées par l'exploitant doivent être portées à la connaissance de l'administration afin d'être autorisées, ainsi que certaines conditions d'exploitation qui nécessitent des modifications.

- Le plan de gestion des déchets (PGD) doit être mis à jour, sur ces bases notamment, puis être transmis à l'Inspection sous 1 mois.

- Les rapports de suivi de l'empoussièrement doivent être régulièrement transmis à l'Inspection, chaque trimestre (par courriel, le cas échéant).

- La mise en oeuvre des mesures d'urgence lors d'alerte dans les Bouches-du-Rhône de pic de pollution aux particules fines atteignant les niveaux N1 ou N2 (mesures prévues par l'exploitant dans son plan de surveillance des émissions de poussières), doivent faire l'objet d'une traçabilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets (PGD) – Mise à jour/transmission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Le PGD présenté est daté de sept. 2016
Observations : Le PGD doit être mis à jour et être transmis à l'Inspection sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures d'urgence pics de pollution aux particules fines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les dates d'alerte (AtmoSud) de niveau N1 ou N2 de pollution aux PM10 depuis la notification de l'APC de 2021, à savoir le 15/08/2021. Il ne peut non plus justifier de l'application, le 15/08/2021, des mesures prévues dans son plan de surveillance des émissions de poussières.
Observations : Justifier auprès de l'IIC (par courriel), lors des prochains épisodes de pic de pollution aux PM10 (atteinte niveau N1 ou N2), de la mise en œuvre des mesures d'urgence prévues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi de l'empoussièrement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/04/2021, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport est transmis à l'IIC au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réception des dernières mesures de la période de 30 jours.
Constats : Aucun rapport reçu depuis celui par courriel du 17/06/2021. (Les résultats du suivi de l'empoussièrement ont toutefois été présentés lors des réunions du comité de suivi du site de 2021 et 2022.)
Observations : Transmettre lesdits rapports à l'IIC (par courriel, le cas échéant) chaque trimestre, sous 1 mois après la réception des résultats de mesure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fournir un PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant élabore le plan de gestion des déchets pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction, selon les modalités définies au présent article. Le plan de gestion des déchets est fondé sur la connaissance et la caractérisation des déchets, dans l'objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux...</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection le 14/06/2022 un plan de gestion des déchets (PGD) daté de septembre 2016. Ce plan répond au contenu prévu à l'article 16bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux carrières. Or le site de Chaux de La Tour est soumis à la rubrique ICPE 2720, et à ce titre l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives s'applique au site, et notamment son article 5 qui vient compléter le contenu attendu du PGD.</p> <p>Observations : Lors de la visite d'inspection du 16 juin 2022, l'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'elle reviendrait vers lui pour lui faire part de la nécessité que le site soit soumis ou non à la rubrique 2720.</p> <p>Par mail du 24/10/2022, l'exploitant a précisé les conditions d'exploitation, à savoir que : " Les fines de dépoussiérages de l'usine sont valorisées par intégration dans les fractions fines de calcaire maintenant destinées à la vente (0/15 mm argileux dans le PGD). Le mélange est directement effectué dans nos installations de concassage primaire, et ce, sur les deux sites " (Chaux de La Tour et Chaux de Provence).</p> <p>" Concernant les boues de curage, le mélange s'effectue sur une zone temporaire au niveau des paliers granulat « avant stockage sur la carrière »."</p> <p><u>Position de l'Inspection:</u> Les fines de dépoussiérage issues de l'usine sont considérées comme des déchets de l'industrie extractive. Par contre, le mélange de ces fines dans le process doit faire l'objet d'une demande particulière au titre du L.541-7-2.</p> <p>A l'inverse, les boues de curage de l'usine ne sont pas des déchets de l'industrie extractive. En l'état, ces déchets ne sont pas admissibles en carrière.</p> <p>Le fonctionnement actuel ne nécessite pas de classement en 2720.</p> <p><u>Demande de l'Inspection :</u></p> <p>L'exploitant doit transmettre sous 3 mois à l'Inspection un rapport à porter à connaissance pour faire état de ce changement de rubrique et pour proposer des modalités d'exploitation afin de modifier l'exutoire des boues de curage qui en l'état ne peuvent être acceptées en carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet